

MAITRE D'OUVRAGE



MISE EN CONFORMITE « Accessibilités » De 34 établissements recevant du public du patrimoine régional

LYCEE JACQUES MONOD SAINT JEAN DE BRAYE - 45800

PHASE PRO

OCTOBRE 2025

LOT 02 : GROS OEUVRE

Architecte - Mandataire
SKARBK ARCHITECTE - Mr Antoine SKARBK
5 rue du colombier - 45000 ORLEANS
Tél: 02 38 81 15 83 - Mail: contact@skarbek-architectes.com



Architecte - Co-traitant
UN ARCHITECTE - Mr Nicolas SALAÜN
8 place Jean Monnet - 45000 ORLEANS
Tél: 09 71 48 90 06 - Mail: contact@un-architecte.com



Expert Accessibilité / Signalétique / GED
ATIPY - Mr Pierre-Yves BOURGHELLE
Tél: 06 73 64 94 51 - Mail: pybourghelle@atipy.fr
& Mr Sébastien MONTALAN
Tél: 06 26 56 01 67 - Mail: smontalan@atipy.fr



Economiste
CHEDEAU - Mr Denis CHEDEAU
117 rue Saint Marceau - 45100 ORLEANS
Tél: 02 38 88 27 99 - Mail: denis.chedeau@orange.fr



Bureau d'Etudes Structures
SL STRUCTURES - Mr Saidou LI
1 place Rivière-Casals - 45400 FLEURY LES AUBRAIS
Tél: 06 51 72 62 64 - Mail: contact@slstructures.fr



Bureau d'Etudes Electricité
ECR - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@e-cr-ecr.fr



Bureau d'Etudes CVC
ECI - Mr Marc RUMEN
20 rue Flandres Dunkerque - 45160 Olivet
Tél: 02 38 49 34 90 - Mail: marc.rumen@e-cr-eci.fr



Bureau d'Etudes VRD
INCA - Mr BONGIBAUT
9 rue du Clos des Venelles - Parc Activités Orléans Charbonnière
45800 SAINT JEAN DE BRAYE
Tél: 02 38 88 37 10 - Mail: secretariat@inca-ing.fr



Paysagiste
STRIBLEN - Mr Olivier STRIBLEN
26 Avenue De Saint Mesmin - 45000 Orléans
Tél: 02 38 80 24 76 - Mail: contact.a.teller@olivier-triblen.fr



Bureau d'Etudes SSI
PREVENTI - Mr Karim ADROUCHE
33 Boulevard Rocheplatte - 45000 Orléans
Tél: 02 38 22 02 01 - Mail: preventi@yahoo.fr



GENERALITES	3
1.1 Objet du présent lot	3
1.2 Accessibilité aux personnes handicapées	3
Généralités	3
1.3 Réglementation acoustique	3
1.4 Réglementation thermique	4
1.5 Code de la construction	4
Partie législative	4
1.6 Code du travail	4
1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail	5
Coordination sécurité	5
1.8 Déroulement des travaux	5
1.9 Objet du C. C. T. P.	6
1.10 Examen des documents	6
1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)	7
1.12 Sécurité incendie	7
1.13 Qualifications Professionnelles	7
1.14 Etablissement du projet d'exécution	7
1.15 D.T.U et normes	7
D. T. U.	7
Normes	9
1.16 Etude d'exécution	10
1.17 Spécifications techniques	10
Tolérance dimensionnelle des ouvrages	10
surcharges	11
qualité des bétons	11
1.18 Parement des bétons	12
1.19 Qualité des aciers	13
1.20 Qualité des coffrages	13
1.21 Plan d'installation de chantier	14
1.22 Etudes techniques	14
DESCRIPTION DES TRAVAUX	15
1.23 Généralités	15

1.24 Installation de chantier	15
1.24.1 Panneau de chantier	15
1.24.2 Clôture de chantier	16
1.24.3 Adaptation en cours de chantier	16
1.24.4 Signalisation – Affichage	16
1.24.5 Cantonnements	16
1.24.6 Bureau de chantier	17
1.24.7 Alimentation de chantier	17
1.24.9 Etat des lieux avant et après travaux	17
1.25 Gestion diverses	17
1.25.1 Gestion des déchets (tri sélectif)	17
1.25.2 Coordinations entre les Entreprises	18
1.25.3 Protections des travailleurs	18
1.25.4 Compte prorata	18
1.25.5 Percements – Scellements – Raccords	18
1.25.6 Nettoyage de chantier – Protection des ouvrages	19
1.25.7 Protection des ouvrages	19
1.25.8 Coordination avec les Corps d’Etat	19
1.25.9 Qualification Professionnelle	19
1.26 – TRAVAUX DANS BATIMENT EXISTANT	19
1.26.1 – TRAVAUX DE PROTECTION DES LOCAUX EXISTANTS	19
1.26.2 – TRAVAUX DE PERCEMENTS DE MURS	20
1.26.3 – TRAVAUX DE PERCEMENTS DE PLANCHERS	20
1.26.4 – CARROTAGES	21
1.26.5 – ENDUIT	21
1.26.6 – RESERVATIONS	21
1.26.7 – CALFEUTREMENTS ET BOUCHEMENTS	22
1.26.8 – TRAVAUX DE FIN DE LOT	22

GENERALITES

1.1 Objet du présent lot

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C. C. T. P.) concerne les travaux du lot n° **02 Gros Œuvre**, relatifs à la mise en conformité – Accessibilités d’établissements recevant du public du Patrimoine Régional.

1.2 Accessibilité aux personnes handicapées

Généralités

L’ensemble des prestations du présent lot devra être conforme aux textes régissant l’accessibilité aux personnes handicapées notamment :

- Circulaire interministérielle n°**DGUHC 2007-53** du **30 novembre 2007** relative à l’accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d’habitation (voir annexes de **1 à 5**)

1.3 Réglementation acoustique

Suivant la **Nouvelle Réglementation Acoustique**.

Textes réglementaires en vigueur :

- l’arrêté du **30 mai 1996**, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l’isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit.

- Arrêté du **30 juin 1999** relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments
- le décret n° 2006-1099 du **31 août 2006** relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

1.4 Réglementation thermique

Documents officiels RT 2020 et RT 2012

- Décret n° 2021-1004 du 29 juillet 2021 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments en France métropolitaine
- Décret n° 2022-305 du 1er mars 2022 relatif aux exigences de performance énergétique et environnementale des constructions de bâtiments de bureaux et d'enseignement primaire ou secondaire en France métropolitaine
- Décret du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **24 mai 2006** relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments (J.O du 25 mai 2006)
- Arrêté du **27 juillet 2006** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (J.O du 15 août 2006)
- Arrêté du **3 mai 2007** relatif au contenu et aux conditions d'attribution du label « haute performance énergétique » (rectificatif paru au JO du 8 septembre 2007, initialement paru au JO du 15 mai 2007)
- Arrêté du **21 septembre 2007** relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine (J.O du 28 décembre 2007)
- Arrêté du **4 mai 2009** relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs et parties nouvelles de bâtiments et pour les rénovations de certains bâtiments existants en France métropolitaine.

1.5 Code de la construction

- Code de la construction, version consolidée au **Juillet 2011**.

Partie législative

- Livre Ier : Dispositions générales.
- Titre préliminaire : Informations du Parlement en matière de logement (**Article L101-1**)
- Titre Ier : Construction des bâtiments.
- Chapitre Ier : Règles générales.
- Section 1 : Dispositions applicables à tous bâtiments. (**Articles L111-1 à L111-3**)
- Section 2 : Dispositions générales applicables aux bâtiments
- Sous-section 1 : Règles générales de construction. (**Articles L111-4 à L111-6**)
- Sous-section 2 : Règles générales de division. (**Articles L111-6-1 à L111-6-2**)
- Section 3 : Personnes handicapées ou à mobilité réduite. (**Articles L111-7 à L111-8-4**)
- Section 4 : Caractéristiques thermiques et performance énergétique. (**Articles L111-9 à L111-10-1**)
- Section 5 : Caractéristiques acoustiques. (**Articles L111-11 à L111-11-2**)

1.6 Code du travail

Les entreprises devront se conformer aux indications du plan général de coordination établi par le coordinateur des mesures d'hygiène et de sécurité désigné par le Maître d'ouvrage, ainsi qu'aux exigences des différents services concernés.

Le présent projet est soumis aux décrets et lois concernant l'hygiène et la sécurité sur les chantiers.

En conséquence, les entreprises devront fournir avant le début des travaux, un P.P.S.P.S (Plan *Particulier et de Protection de la Santé*) dans les conditions réglementaires fixées par la loi. Chaque entreprise, est tenue de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène et la sécurité des travailleurs et la sécurité publique, et de se soumettre à toutes les obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou d'autres.

Spécialement elle doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'elle utilise sur le chantier :

- échafaudages
- garde corps
- filets
- engins de levage
- installations électriques

1.7 Hygiène, sécurité et conditions de travail

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformément au code du travail, livre 2, titre 2, décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété.

Coordination sécurité

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- ☞ respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 230-2, L. 235-1, L. 235-18
- ☞ rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 235-7, R. 238-26 à R. 238-36
- ☞ participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 235-11 à L. 235-14, R. 238-46 à R. 238-56
- ☞ respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 235-1, L. 235-18, livre II et décrets non codifiés
- ☞ respecter les obligations issues du livre II du code du travail, notamment les grands décrets techniques (8 janvier 1965, etc.)
- ☞ viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, article R. 238-19.

1.8 Déroulement des travaux

L'entrepreneur doit apporter dans la réalisation des travaux, la plus grande diligence, suivre leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit par le calendrier contractuel d'exécution des travaux.

Il est tenu :

- ☞ d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- ☞ d'autre part, d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engin et moyen de toute sorte, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit, ainsi que le maintien, ou le rétablissement de tous les raccordements et alimentations.

Au cas où un retard serait constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le Maître d'Ouvrage peut sur proposition du Maître d'Œuvre mettre en demeure l'entrepreneur :

- ↳ d'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier
- ↳ d'augmenter le nombre ou la puissance des matériels employés.

1.9 Objet du C. C. T. P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet la définition des travaux de chaque lot nécessaire à la réalisation des ouvrages tels qu'ils sont prévus aux plans joints.

Il forme un tout ayant pour but de faire connaître l'importance des ouvrages et fournitures, les conditions de mise en œuvre et le mode de bâtir compte tenu des plans généraux et de détails fournis par le Maître d'Œuvre.

En raison du caractère forfaitaire du marché, il est précisé que les propositions souscrites pour chaque lot tiendront compte de tous les travaux nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels qu'ils sont prévus aux plans et aux diverses pièces du dossier, étant entendu que l'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble de ces pièces ainsi que des plans et descriptifs des corps d'états autres que le sien et assurer le complet achèvement des ouvrages, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction et des objectifs attendus en matière de performance énergétique.

1.10 Examen des documents

Le présent C.C.T.P. définit aussi exactement que possible la nature et la position des ouvrages à réaliser.

Le C.C.T.P. et les plans forment un tout, se complètent et ne peuvent être considérés indépendamment les uns des autres.

L'entrepreneur devra examiner et vérifier avec soin tous les documents écrits et dessinés constituant le dossier pour chiffrer une proposition globale et forfaitaire.

Les spécifications des différents C. C. T. P. par corps d'état, peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles – ci sont des prescriptions minimales au dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents lots donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre aux entrepreneurs d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Chaque Entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans le Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

De même, les travaux prévus aux pièces écrites et chiffrées du marché et ne figurant pas dans les plans sont dû par l'Entrepreneur et compris dans le prix forfaitaire et ipso facto, il ne pourra prétendre à une modification des ses prix unitaires ou à l'addition de prix nouveaux, sauf modifications intrinsèque, ou extrinsèque de la nature des ouvrages.

Sauf spécification contraires définies dans les localisations des C. C. T. P., les prestations énumérées s'appliquent à tout local ou ouvrage ayant la même destination.

Elles sont de ce fait incluses, sans réserve ni limite dans le prix global et forfaitaire convenu.

L'Entrepreneur doit signaler dans son offre toutes précisions complémentaires à apporter au présent document et au dossier D. C. E.

En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer des erreurs ou omissions aux plans et pièces écrites pour se dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou pour demander une indemnité.

D'une façon générale, l'Entreprise devra tous les travaux, fournitures, prestations même non désignés nécessaires à une exécution normale et parfaite de ses travaux.
Avant tout commencement d'exécution, l'Entreprise s'assurera de l'exactitude des plans et des coupes du dossier, de la bonne conformité des documents entre eux et fera part de ses observations au Maître d'œuvre.

1.11 D. O. E. (Dossier d'Ouvrages Exécutés)

Lors de la réception des travaux, les entrepreneurs remettront au Maître d'Œuvre chargé de les collecter, leurs Dossiers d'Ouvrages Exécutés, vérifiés et certifiés, comportant outre les schémas et plans cotés, les documents et fiches techniques des matériaux et matériels réellement installés.

Ces documents seront fournis en 1 exemplaire papier et 1 exemplaire sur clef USB.

Ces documents sont également nécessaires à l'établissement du DIUO (Dossier d'Interventions Ultérieures de l'Ouvrage).

1.12 Sécurité incendie

La stabilité au feu et le degré coupe feu seront assurés par l'enrobage des aciers dans le béton, une protection complémentaire par projection ne sera autorisée que pour les poutres et les sous face de plancher des locaux techniques et celles prévues par un faux plafond.

Les matériaux mis en œuvre devront avoir un classement de comportement au feu selon leur emplacement et en fonction de la destination des locaux dans lesquels ils seront mis en œuvre.
La structure sera stable au feu 1 heure, avec des planchers coupe-feu 1 heure.

1.13 Qualifications Professionnelles

L'Entreprise devra impérativement être titulaire des qualifications suivantes :

- 131 : Terrassement, fouilles
- 132 : Canalisations
- 211 : Maçonnerie, Béton armé
- 212 à 216 : Spécialité de la maçonnerie et béton courant.

1.14 Etablissement du projet d'exécution

L'Entrepreneur est réputé s'être rendu sur place afin de connaître les lieux et avoir une parfaite connaissance des locaux et du site environnant.

1.15 D.T.U et normes

D. T. U.

L'exécution des ouvrages sera conforme aux prescriptions des documents et normes en vigueur et notamment :

DTU 11.1

Travaux de sondage des sols de fondation

Cahier des charges (décembre 1968)

Cahier des clauses spéciales (décembre 1968)

DTU 12

Travaux de terrassement pour le bâtiment
Cahier des charges (juin 1964)
Cahier des clauses spéciales (juin 1964)

DTU 13.11

Fondations superficielles
Cahier des clauses techniques (mars 1988)
Modificatif n° 1 au CCT (juin 1997)
Cahier des clauses spéciales (mars 1988)

DTU 13.12

Règles pour le calcul des fondations superficielles.

DTU 13.2

Fondations profondes pour le bâtiment
Cahier des clauses techniques (septembre 1992) Norme expérimentale P 11-212-1
Cahier des clauses spéciales (novembre 1994) Norme homologuée NF P 11-212-2

DTU 14.1

Travaux de cuvelage

Cahier des clauses techniques (mai 2000) Norme homologuée NF P 11-221-1
Erratum au Cahier des clauses techniques (novembre 2000)
Cahier des clauses spéciales (mai 2000) Norme homologuée NF P 11-221-2

DTU 20.1

Ouvrages en maçonnerie de petits éléments
Parois et murs. Norme expérimentale XP P 10-202
Cahier des clauses techniques (avril 1994)
Amendement A1 au CCT (décembre 1995)
Amendement A2 au Cahier des clauses techniques (décembre 1999)
Règles de calcul et dispositions constructives minimales (avril 1994)
Amendement A1 aux RDC (décembre 1995)
Amendement A2 aux règles de calcul et dispositions constructives minimales (décembre 1999)
Annexe : guide pour le choix des types de murs de façade en fonction du site (avril 1994)
Amendement A1 au Guide (décembre 1995).

DTU 20.12

Maçonnerie des toitures et d'étanchéité, Gros œuvre en maçonnerie des toitures destinées à recevoir un revêtement d'étanchéité.
Norme homologuée NF P 10-203
Cahier des clauses techniques (septembre 1993)
Amendement A1 au CCT (juillet 2000)
Cahier des clauses spéciales (septembre 1993)

DTU 21

Exécution des travaux en béton.
Norme homologuée NF P 18-201
Cahier des clauses techniques (mai 1993)
Amendement A1 (janvier 1999)

DTU 21.3

Prescriptions techniques relatives aux dalles et volées d'escalier préfabriquées en béton armé, simplement posées sur appuis sensiblement horizontaux.
Prescriptions techniques (octobre 1970)

DTU 21.4

Prescriptions techniques concernant l'utilisation du chlorure de calcium et des adjuvants contenant des chlorures dans la confection des coulis, mortiers et bétons.
Prescriptions techniques (octobre 1977)
Modificatif n° 1 (juin 1997)

DTU 22.1

Murs extérieurs en panneaux préfabriqués de grandes dimensions du type plaque pleine ou nervurée en béton ordinaire.

Cahier des charges (mai 1993). Norme homologuée NF P 10-210-1

Cahier des clauses spéciales (mai 1993). Norme homologuée NF P 10-210-2

Mémento (juin 1980 / octobre 1984)

DTU 23.1

Murs en béton banché

Cahier des clauses techniques (mai 1993). Norme homologuée NF P 18-210

Annexe : murs en béton banché - guide pour le choix des types de murs de façade en fonction du site (février 1990)

DTU 24.1

Cahier des charges (mai 1993). Norme homologuée NF P 51-201

Amendement A1 au CC (octobre 1999)

Amendement A2 au CC (octobre 2000)

DTU 26.1

Enduits aux mortiers de ciments, de chaux et de mélange plâtre et chaux aérienne Norme homologuée NF P 15-201

-Cahier des clauses techniques (mai 1993)

-Amendement A1 au CCT (mai 1994)

-Amendement A2 au CCT (janvier 1999)

-Cahier des clauses spéciales (mai 1993)

-Amendement A1 au CCS (mai 1994)

DTU 26.2

Chapes et dalles à base de liants hydrauliques Norme homologuée NF P 14-201

Cahier des clauses techniques (mai 1993)

Amendement A1 au CCT (novembre 1998)

Amendement A2 au CCT (octobre 2000)

Cahier des clauses spéciales (mai 1993)

DTU 27.1

Réalisation de revêtements par projection pneumatique de fibres minérales avec liant. Norme homologuée NF P 15-202

Cahier des clauses techniques (mai 1993)

Cahier des clauses spéciales (mai 1993)

DTU 27.2

Réalisation de revêtements par projection de produits pâteux Norme homologuée NF P 15-203

Cahier des clauses techniques (mars 1997)

Cahier des clauses spéciales (mars 1997)

Normes

Normes NF A32.201

Pièces moulées en fonte à graphite sphéroïdal non allié

Normes NFP 98.302

Bordures et caniveaux préfabriqués en béton

Normes NFP 98.303

Pavés en béton

Normes NFP 98.321/322

Dispositifs d'évacuation des eaux

Normes NFP 97.101

Eclairage public, candélabres, termes et définitions

CCTG fascicule 25

Exécution des corps de chaussée

CCTG fascicule 31

Bordures et caniveaux en pierre naturelle ou en béton et dispositif de retenue en béton

CCTG fascicule 70

Canalisations d'assainissement et ouvrages annexes

CCTG fascicule 71

Règles NV65 et N84 pour les actions climatiques de neige et de vent sur les constructions et EUROCODE

Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton (dites règles BAEL 91 et BPEL 91 et EUROCODE)

Règles FB : méthode de prévision par le calcul du comportement au feu des structures béton
Norme NF EN 1991-1-1 (Mars 2003) Bases de calcul des structures

Textes divers

Règles professionnelles Annales ITBTP concernant les travaux de dallage
Norme NF EN 206-1 Qualité des bétons

- Eurocode 0: Bases de calcul des structures (EN 1990)
- Eurocode 1: Actions sur les structures (EN 1991)
- Eurocode 2: Calcul des structures en béton (EN 1992)
- Eurocode 3: Calcul des structures en acier (EN 1993)
- Eurocode 4: Calcul des structures mixtes acier-béton (EN 1994)
- Eurocode 5: Conception et calcul des structures en bois (EN 1995)
- Eurocode 6: Calcul des ouvrages en maçonnerie(EN 1996)
- Eurocode 7: Calcul géotechnique (EN 1997)
- Eurocode 8: Calcul des structures pour leur résistance aux séismes (EN 1998)
- Eurocode 9: Calcul des structures en aluminium (EN 1999)

1.16 Etude d'exécution

DESCRIPTION DES OUVRAGES B.A.

L'entrepreneur doit, sans exception, tous les ouvrages de béton armé intérieurs et extérieurs nécessaires à l'ensemble des corps d'état pour la construction des bâtiments, les listes des ouvrages décrits dans le présent cahier des charges n'étant qu'un rappel des principaux ouvrages à exécuter avec sujétions particulières. L'entreprise aura à sa charge tous les ouvrages de fondations et de structures complémentaires qui s'avèreraient nécessaires lors de l'étude d'exécution.

CHARGES ET SURCHARGES

Sauf prescriptions contraires dans les Documents Particuliers du Marché (C.C.T.P. ou plans B.A.), les actions à prendre en compte pour le dimensionnement de la structure BA seront celles précisées dans la norme européenne NF EN 1991 - Eurocode 1 (ou dans les normes françaises pendant la durée de coexistence des deux textes : NF P 06-001, NF P 06-004, NV65 et N84).

1.17 Spécifications techniques

Tolérance dimensionnelle des ouvrages

- Implantation après exécution : + ou - 1.00 cm
- Epaisseur des murs bruts : + ou - 0.50 cm

- Faux aplomb vertical (hauteur) : + ou - 1.00 cm
- Epaisseur plancher brut : + ou - 1.00 cm
- Cote de niveau : + ou - 1.00 cm
- Dimension bâtiment terminé : + ou - 2.50 cm
- Implantation des inserts : + ou - 1.00 cm

- Implantation éléments préfabriqués : + ou - 0.50 cm

Les tableaux des ouvertures en façades seront parfaitement alignés sur leur verticalité, la tolérance d'implantation par rapport à l'axe théorique devant être inférieur à 5 mm.

surcharges

Les surcharges à prendre en compte pour les calculs des ouvrages seront conformes à la norme NFP06001 de juin 1986 relative aux charges d'exploitation dans le bâtiment.

qualité des bétons

Béton type B1 : dosage 350 kg CPJ/m3 dont les qualités sont spécifiées dans les règles BAEL 99.

Béton type B2 : dosage 250 kg CPJ/m3 dont les qualités sont spécifiées dans les règles BAEL 99.

Béton type B3 : dosage 150 kg CPJ/m3 dont les qualités sont sans spécifications particulières

Selon la norme NF EN 206-1 s'appliquant à tous les bétons de structure, les bétons se décomposent en plusieurs classes suivant leurs expositions :

Aucun risque de corrosion ou d'attaque :

Béton X0 : béton non armé ne subissant aucune agression

Corrosion induite par carbonatation : béton armé

Béton XC1 : sec (faible humidité de l'air)

Béton XC2 : humide, rarement sec

Béton XC3 : humidité modérée

Béton XC4 : Alternance d'humidité et de séchage

Attaque gel / dégel : béton non protégé soumis à des cycles gel / dégel

Béton XF1 : zone de gel faible ou modéré

Béton XF2 : zone de gel faible ou modéré + zone de déverglaçage

Béton XF3 : zone de gel sévère

Béton XF4 : zone de gel sévère + zone de déverglaçage

Type de béton	Utilisation	Nature du ciment	Résistance à La compression	Classe d'exposition	Teneur en chlorure
B1	Béton de propreté			XO	
B2	Béton pour fondations parois contre terres	Selon EN 206-1 et 206-9	C 25/30	XC2	Selon EN 206-1 et 206-9
B3	Béton pour	Selon EN	C 25/30	XC1	Selon EN

	structure intérieur	206-1 et 206-9			206-1 et 206-9
B4	Béton pour structure extérieur	Selon EN 206-1 et 206-9	C 25/30	XC4 + XF1	Selon EN 206-1 et 206-9

Mortier pour maçonnerie

Ciment CEM II - B 52.5 (350 kg environ)

Sable fin et moyen 0.08/1.125 (1000 litres environ)

Essais sur les bétons :

Des essais de résistance en compression sur les bétons mis en oeuvre sur le chantier seront systématiquement réalisés en complément de ceux réalisés par la centrale béton dans le cadre de son autocontrôle.

Les essais à réaliser seront conformes aux normes EN 206-1 / EN 12350-1 et aux normes EN 12390 et EN 12504.

Ces essais seront réalisés par un laboratoire agréé et les frais inhérents à ces essais seront à intégrer dans le prix unitaire du béton.

1.18 Parement des bétons

PRISE EN COMPTE DES REVETEMENTS ULTERIEURS

L'entrepreneur est tenu de prendre en compte des revêtements qui seront appliqués sur les ouvrages en béton. Les parements des bétons doivent être conformes aux prescriptions des normes françaises et DTU en vigueur avant la date d'établissement de l'offre, en fonction des types de revêtements prévus au projet.

PAREMENT DE QUALITE ORDINAIRE

Les caractéristiques seront les suivantes :

Planéité :

- Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m = 15 mm
- Planéité locale rapportée à un réglet de 20 cm (creux maxi sous la règle) hors joint = 6 mm

Caractéristiques de l'épiderme et tolérances d'aspect :

- Uniforme et homogène, nids de cailloux ou zones sableuses rebouchées
- Surface individuelle des bulles inférieures à 3 cm², profondeur inférieure à 5 mm
- Etendue maximale des nuages de bulles 25%

En cas de revêtements épais tels qu'enduits aux mortiers de liants hydrauliques, carreaux céramiques, pierres scellées, etc..., l'entrepreneur du présent corps d'état doit prévoir systématiquement un bouchardage du parement béton encore frais dès le décoffrage, soit bouchardage mécanique, soit à l'aide d'un retardateur de prise de surface passé au préalable à l'intérieur du coffrage (lavage au jet d'eau dès le décoffrage faisant apparaître les granulats)

PAREMENT DES VOILES INTERIEURS ET EXTERIEURS VISIBLES

PLANEITE

- Pour les éléments extérieurs matricés :

- Selon la norme NF P 18-503 : niveau P4
- ou équivalent selon le CCTG fascicule 65-A : Soigné ouvragé
- Pour les voiles intérieurs visibles :
 - Selon la norme NF P 18-503 : niveau P3
 - ou équivalent selon le CCTG fascicule 65-A : Soigné fin

PAREMENT DE QUALITE FINE

La qualité de ce parement fait référence à la norme NF P 18-503.

Les caractéristiques seront les suivantes :

Planéité P (3) :

- Planéité d'ensemble rapportée à la règle de 2 m = 5 mm
- Planéité locale rapportée à un réglet de 20 cm (creux maxi sous la réglette) hors joint = 2 mm

Texture E (3-3-3)

Bullage moyen

Surface maxi par bulle : 0.30 cm²

Profondeur maxi bulle : 2 mm

Surface bullage : 2%

Bullage concentré : 5%

Surface maxi d'un défaut localisé (distance d'observation retenue de 10 m) : 30 cm²

1.19 Qualité des aciers

Aciers en barres lisses Fe E 24 (appelés adx sur P.E.O)

Aciers en barres à haute adhérence Fe E 50 (appelés HA sur P.E.O)

Aciers en treillis de barres lisses ou/et à hautes adhérences (appelés TS sur P.E.O)

L'enrobage minimal des aciers sera de :

3 cm pour les parties contre terre

3 cm pour les poteaux, poutres, voiles

3 cm pour les aciers inférieurs des dalles et 2 cm pour les aciers supérieurs

Ces enrobages pourront être modifiés selon les directives du maître d'oeuvre mais devront permettre d'obtenir la stabilité ou le coupe-feu demandé.

Partout où les enrobages ne seront pas respectés, le maître d'oeuvre, après coulage, pourra exiger la démolition de l'ouvrage non-conforme et sa réfection aux frais de l'entreprise.

1.20 Qualité des coffrages

Coffrage type O : suivant définition du parement ordinaire du DTU 23.1 - Parois et murs en béton banché.

Coffrage type S : suivant définition du parement soigné du DTU 23.1 - Parois et murs en béton banché.

Coffrage type TS : mêmes définitions que coffrage type S, mais avec une définition améliorée qui permette la suppression de travaux préparatoires pour collage des papiers peints ou/et exécution des peintures et revêtements divers.

Ces parements devront être parfaitement lisses, sans manque de matière, ni balèvres, poncés et prêts à recevoir l'enduit pelliculaire du lot peinture. En cas de qualité insuffisante, les enduits nécessaires à la bonne finition seront à la charge du présent lot.

1.21 Plan d'installation de chantier

Dès réception de l'ordre de service de commencement des travaux, l'entreprise prendra toutes les dispositions pour assurer, pendant toute la durée de tous les travaux, la sécurité générale du chantier. Il prendra le terrain dans son état actuel.

Il établira un plan d'installation de chantier qui sera soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre et du Coordinateur d'Hygiène et Sécurité. Sur ce plan figureront l'emplacement des installations suivantes :

- Emplacement(s) des aires de stockage
- Signalisation intérieure et extérieure
- Emplacement de la clôture et du portail de chantier
- Emplacement de tout moyen de levage et de manutention
 - Bungalows de chantier
- Emplacement des bennes
- Emplacement de la grue
- Zones de circulations et parkings des véhicules

1.22 Etudes techniques

PLANS D'EXÉCUTION

Les plans d'exécution de béton armé et plans de ferrailage seront réalisés par un bureau d'études agréé à la charge financière de l'entreprise. Les plans seront fournis au Maître d'Oeuvre et au Contrôleur Technique avant toutes mises en oeuvre sur chantier.

DESCRIPTION DES TRAVAUX

Rappel : Les entreprises devront respecter obligatoirement

Arrêtés et attendus de l'AT

Rapport initial de solidité des ouvrages du bureau de contrôle

Rapport initial de sécurité incendie du bureau de contrôle

Rapport initial d'accessibilité handicapés du bureau de contrôle

Rapport initial des installations électriques du bureau de contrôle

PGC et étude thermique

Ainsi que tous les documents précisés dans la pièce marché

1.23 Généralités

Les travaux du présent lot seront exécutés conformément au Cahier des Prescriptions techniques applicables aux travaux de Terrassements – Fondations - Maçonnerie B. A. - Canalisations.

L'Entrepreneur du présent lot aura à sa charge, toutes les démarches Administratives à effectuer auprès des concessionnaires et services municipaux, concernant les travaux, dont branchements de chantier pour la voirie, l'eau, l'électricité, le téléphone l'évacuation des eaux pluviales et des eaux usées.

L'entretien de toutes ces installations et les modifications nécessaires.

Le démontage et l'enlèvement en fin de chantier, y compris tous raccords nécessaires aux ouvrages construits.

Les déplacements éventuels en cours de chantier y compris tous raccords nécessaires aux ouvrages construits.

Les charges temporaires de voirie et de police.

1.24 Installation de chantier

Avant le début des travaux, l'entreprise devra soumettre au Maître d'œuvre, un plan général d'organisation du chantier qui précisera notamment l'emplacement des diverses installations à établir telles que :

1.24.1 Panneau de chantier

L'entreprise du présent lot devra respecter la législation relative au panneau réglementaire d'affichage du Permis de Construire, et devra assurer le maintien en permanence de ce panneau.

Les frais de ce panneau seront à la charge du présent lot.

Dès l'ouverture de l'ordre de service, prescrivant l'ouverture de chantier, l'entreprise fournira et mettra en place, dans un délai de 2 semaines, un panneau de chantier de 4.00 x 3.00.

Construction, mise en peinture, mise en place, déplacement éventuel, enlèvement en fin de chantier d'un panneau de chantier, suivant modèle fourni par le maître d'ouvrage.

Ce panneau comportera les informations habituelles (non limitatif) :

- nature de l'opération, durée probable du chantier,

- Maîtrise de l'Ouvrage,
- Maîtrise d'œuvre et BET
- Bureau de Contrôle,
- Coordinateur SPS,
- Entreprises,
- affichage du permis de construire et AT selon les formes réglementaires.

1.24.2 Clôture de chantier

Le chantier doit être clos. Un "plan de clôture" fixe les dispositions et emplacements arrêtés.

Ensemble comprenant :

Fourniture et mise en place d'une clôture provisoire de chantier, de 2 m de hauteur avec portails de même hauteur et de 5 m de largeur et ouvrant en dedans avec fermeture par chaîne et cadenas.

Les portails d'accès sont munis de serrures (portail accès base vie, portail accès chantier).

Cette clôture est de type HERAS.

Compris entretien et dépose en fin de chantier TCE.

Interdiction d'utiliser cette clôture à des fins publicitaires directes ou indirectes.

1.24.3 Adaptation en cours de chantier

En fonction des phases de travaux, l'Entrepreneur doit les adaptations, déplacements, et aménagements nécessaires à l'avancement du chantier :

- ↳ la remise en place et la réfection des ouvrages pendant la durée du chantier.
- ↳ le déplacement éventuel des matériaux ou aires de travail suivant l'avancement des travaux.
- ↳ la démolition et l'évacuation des matériaux résultant à la fin des travaux. etc.

1.24.4 Signalisation – Affichage

L'entreprise du présent lot fera afficher sur les clôtures, de façon apparente, et à tout autre endroit du chantier qui serait nécessaire :

Les avis interdisant de pénétrer sur le chantier en rappelant les dangers de stationner aux abords ;

- ↳ Le rappel du port du casque.
- ↳ Les consignes de sécurité.
- ↳ Le fléchage en cas d'évacuation des blessés.
- ↳ La signalisation.

et ce, en accord avec les moyens décidés par le P. G. C. S. P. S.

1.24.5 Cantonnements

- ↳ Installations de cantonnement (vestiaires, sanitaires, réfectoires etc.).
- ↳ Engins de levage.
- ↳ Poste de fabrication des bétons.
- ↳ Magasin de stockage.
- ↳ Aires de stockage pour les corps d'état de second œuvre.
- ↳ Branchements provisoires.
- ↳ Voies d'accès et aires de stationnement.
- ↳ Toute autre installation provisoire nécessaire à l'exécution de ses travaux.
- ↳ Eclairage des accès et circulation.

Au titre de son marché, l'entreprise du présent lot devra les équipements et installation suivants :

1.24.6 Bureau de chantier

Si possible une salle de l'établissement sera dédiée pour le bureau de chantier. Nettoyage et entretien pendant la durée des travaux

Une salle de réunion suffisante pour tous les intervenants avec table et sièges, meubles de rangement pour plans et pièces écrites TCE.

Ce local réservé aux réunions et visites de chantier doit comporter un téléphone et un télécopieur ; il ne doit pas être utilisé à d'autres fins et ne saurait constituer le bureau d'aucune Entreprise. Il fermera à clé. Un jeu de tous les plans et pièces écrites : CCAP, CCTP, PGCSPS, compte-rendu de chantier, des Entreprises y seront déposées et maintenues en état dans des armoires pendant la durée du chantier.

Un local attenant à la salle de réunion réservé à la mise en dépôt de tous les échantillons qui serviront de référence pendant l'exécution des ouvrages. Il fermera à clé.

Prévoir mise à disposition de bottes et casques aux visiteurs.

Prévoir remise en état des locaux mis à dispositions par la MOA (calfeutrements, réparations et fournitures des équipements techniques manquants, raccordements,...)

1.24.7 Alimentation de chantier

Le lycée devra mettre à disposition des entreprises :

- eau potable,
- des réseaux EU-EP,
- électricité,

1.24.9 Etat des lieux avant et après travaux

Avant tout début des travaux, il sera établi un état des lieux par l'Entrepreneur en accord avec le Maître d'œuvre.

L'état des lieux aura pour objet de constater sur place l'état des constructions existantes avoisinantes au projet.

Il devra notamment mentionner toutes fissures et désordres apparents lors du constat, dans les immeubles, ainsi que tous désordres, affaissements ou dégradations existantes du trottoir. S'il y a lieu, des photos seront prises par l'huissier pour être jointes à l'original du constat.

Cet état des lieux sera établi en présence :

- du représentant du Maître d'Ouvrage,
- du Maître d'Œuvre,
- de l'Entrepreneur du présent lot.

Le titulaire du présent lot doit, avant le début des travaux de démolitions, procéder à une enquête systématique en vue de déterminer et de repérer les principes structurels, les canalisations et câbles de toutes natures qui seront, selon le cas, déposés ou maintenus en service.

Le repérage sera consigné sur plan. Le document sera établi par l'Entreprise et transmis à la Maîtrise d'œuvre et au contrôleur technique.

De même, il doit poser des repères très visibles et, s'il y a lieu, des protections sur tous les câbles ou canalisations à maintenir en service.

1.25 Gestion diverses

1.25.1 Gestion des déchets (tri sélectif)

Dans le cadre des présents travaux, il est imposé à l'entreprise de procéder à des opérations de tri-sélectif dans le but de limiter au maximum le volume de gravats non récupérables.

Ce tri devra respecter les derniers décrets sur les déchets (circulaire du **15 février 2000** concernant la mise en décharge à l'échéance du 1er juillet 2002 et normes Européennes).

L'Entrepreneur du présent lot mettra en place des bennes avec une rotation sous sa responsabilité en nombre suffisant.

Ces bennes seront utilisées par tous les lots.

L'entreprise titulaire du présent lot, aura la gestion de la fourniture, la mise en place et l'entretien d'une poubelle spécifique pour collecter les débris provenant de la zone de cantonnement.

Elle devra également s'assurer du ramassage de ses ordures par les services extérieurs concernés.

1.25.2 Coordinations entre les Entreprises

Les entreprises de tous les corps d'état devront se prêter à ce qu'une parfaite et complète coordination puisse avoir lieu sur le chantier sous la direction de la Maîtrise d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Elles devront remettre à la Maîtrise d'œuvre ou au Maître d'ouvrage, dans les délais convenus, tous les documents, plans de réservation, etc., nécessaires au déroulement normal du chantier, dans le cadre du planning contractuel, la non fourniture de ces documents à la date prévue pourra entraîner outre la responsabilité des travaux supplémentaires qui en découleraient, l'application des pénalités prévues au C.C.A.P.

1.25.3 Protections des travailleurs

Il appartiendra à chaque entrepreneur susceptible d'utiliser l'électricité, d'assurer efficacement la sécurité de ses propres ouvriers en application des dispositions du décret du 14 novembre 1962. Il appartiendra à chaque utilisateur, d'équiper ses propres appareils de fiches de raccordement normalisées.

Les câbles de liaison seront de sections appropriées et présenteront une résistance mécanique suffisante.

Chaque entreprise devra assurer sa propre sécurité contre les risques de chute, conformément aux normes et règlements en vigueur.

Compte tenu des moyens de chaque entreprise, les protections devront être conformes aux préconisations définies par le contrôleur SPS.

Les frais d'installation et de maintenance de ces protections seront à la charge de chaque entreprise pour ce qui la concerne.

1.25.4 Compte prorata

L'entreprise du lot gros œuvre en collégialité avec 4 autres entreprises qui se porteront volontaires lors des réunions de préparation de chantier, sera chargée de la comptabilité et de la gestion du compte prorata. Pour cela, elle devra établir dès l'ouverture du chantier, les modalités de gestion et de règlement qu'elle devra soumettre à l'ensemble des entreprises.

1.25.5 Percements – Scellements – Raccords

Dans les structures créées, l'entrepreneur de gros œuvre fera toutes les réservations et tous les percements nécessaires ainsi que les raccords (feuillures, gaines, trémies) aux autres corps d'état. A cette fin, les corps d'états du second œuvre et les lots techniques devront obligatoirement remettre leurs plans de réservation durant la période de préparation.

Dans le cas où les plans de réservation n'auraient pas été fournis en temps utile, l'entreprise défaillante aura à sa charge la réalisation des percements (après avoir sollicité l'accord de l'entreprise de gros œuvre pour les exécutions des feuillures et percements dans les ouvrages d'ossature).

Dans les structures existantes ; sauf cas contraire explicitement décrit dans le CCTP, chaque entreprise devra assurer ses propres percements aux dimensions strictement nécessaires, après accord de la maîtrise d'œuvre.

Les boîtiers électriques ou autres, incorporés dans les ouvrages béton seront remis à l'entreprise de gros œuvre en temps utile, cette dernière devant en assurer la mise en place sous la responsabilité de l'entreprise les ayant fournis.

1.25.6 Nettoyage de chantier – Protection des ouvrages

Le chantier sera tenu en permanence en état de propreté.

Aucune incinération de déchets et détritiques ne sera tolérée sur le chantier. Tous les gravats et déchets seront sortis journalièrement des constructions, transportés et triés dans les bennes prévues à cet effet. Les échafaudages, bois de coffrage, etc. devront être sortis des constructions, enlevés et rangés sur les aires prévues à cet effet, immédiatement après l'exécution des travaux.

En cas de non-observation de ces obligations, le maître d'ouvrage fera appel à une entreprise spécialisée qui exécutera le nettoyage du chantier et des abords aux frais des entreprises défaillantes dans le cadre du compte prorata.

1.25.7 Protection des ouvrages

Dès leur achèvement, les ouvrages tels que sols, menuiseries, vitrerie, etc., seront protégés pour éviter toute détérioration, et ce, jusqu'à la fin du chantier.

1.25.8 Coordination avec les Corps d'Etat

L'entrepreneur du présent lot devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec les autres corps d'état et notamment, de Chauffage et Ventilation, de Plomberie et d'Electricité ainsi que les entreprises sous-traitantes des administrations.

S'il n'y avait pas bonne concordance entre les plans et l'ouvrage, il devra tenir au courant les éventuelles administrations concernées et l'Architecte, en demandant à ces derniers, l'inscription au P. V. lui permettant ensuite d'en réclamer réparations ou indemnités à l'entreprise concernées.

Il s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning de travaux.

1.25.9 Qualification Professionnelle

Il sera demandé au soumissionnaire de justifier de sa qualification et de ses références en rapport avec la nature des travaux à réaliser.

1.26 – TRAVAUX DANS BATIMENT EXISTANT

1.26.1 – TRAVAUX DE PROTECTION DES LOCAUX EXISTANTS

L'entreprise du présent lot devra la protection des sols par bâche plastique ou moquette sur les sols conservés avec une bonne étanchéité pendant la durée des travaux et selon phasage. Entretien pendant la durée des travaux.

Dépose à la fin des travaux.

Protection des menuiseries extérieures et des menuiseries intérieures également jouxtant les travaux de GO.

Localisation :

***Concerne les zones du bâtiment C et F pour implanter l'EPMR
(plan état existant / état futur)***

1.26.2 – TRAVAUX DE PERCEMENTS DE MURS

Percement à réaliser dans mur porteur existant ou non, compris :

Découpe et démolition soignée aux dimensions des baies à créer

Etalement et toutes sujétions de contreventement (notamment pour le mur épais)

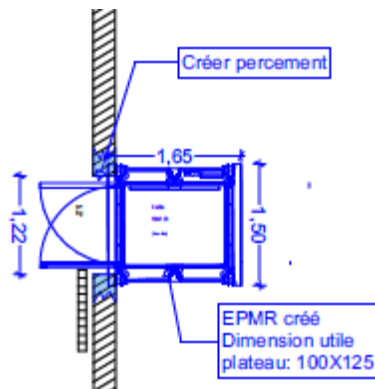
Création de linteau en béton si besoin

Coffrages soignés et reprise des tableaux

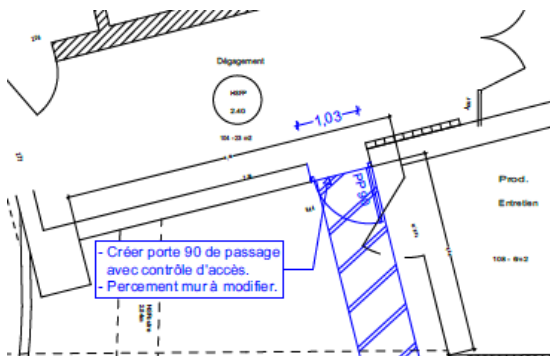
Linteau, poteaux et renfort d'appuis à réaliser suivant étude béton (sections, ferrailage, dosage du béton).

Evacuation des gravats en décharge.

L'entreprise restera responsable de toute dégradation non justifiée et devra la remise en état à ses frais.



bâtiment F R-1 et RDC



Bâtiment C R+1

Localisation :

Selon indication des plans dans murs parpaings et/ou voiles dans le bâtiment F

Percements sur murs extérieurs selon plan état actuel / état futur pour emplacement de l'EPMR

Agrandissement du passage bâtiment C au R+1 (porte de 90 cm)

1.26.3 – TRAVAUX DE PERCEMENTS DE PLANCHERS

Percement à réaliser dans plancher existant, compris :

Découpe et démolition soignée aux dimensions de la trémie à créer

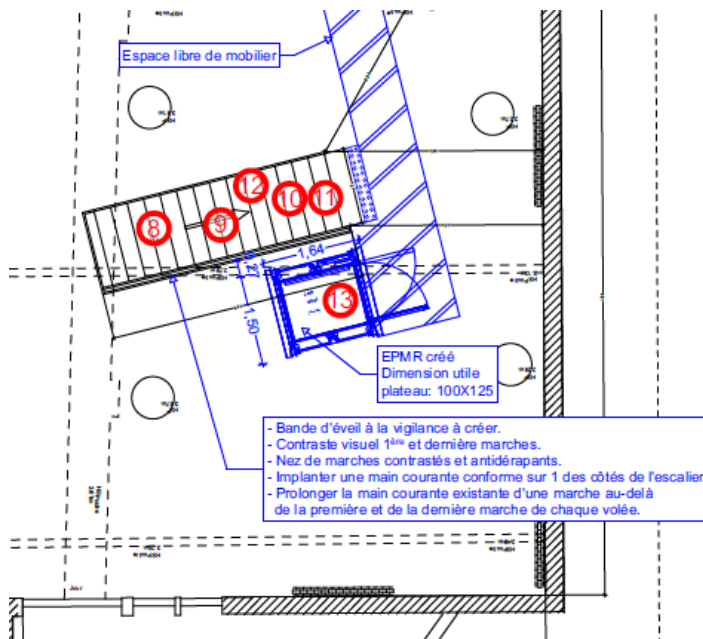
Etalement et toutes sujétions de soutien

Renforts en béton si nécessaire

Coffrages soignés et reprise des rives

Evacuation des gravats en décharge.

L'entreprise restera responsable de toute dégradation non justifiée et devra la remise en état à ses frais.



Localisation :

Selon indication des plans dans le plancher haut du RDC pour création de la trémie de l'EPMR dans le bâtiment C

1.26.4 – CARROTAGES

Travaux comprenant :

Les carottages/sciages dans murs et planchers si nécessaire pour création de nouvelles réservations.

L'évacuation des gravats.

Le nettoyage suite au percement.

Localisation :

Pour l'ensemble des carottages selon demandes des BE Techniques

1.26.5 – ENDUIT

Sur parements extérieurs maçonnés, enduits hydrofugé exécutés en 2 passes, dressés au bouclier et à la règle, entre nus et repères, de 15 à 25 mm d'épaisseur, en enduit dito existant, y compris arêtes droites ou arrondies. Compris mise en œuvre de l'enduit en périphérie des baies.

Localisation :

Sur murs en façades et en tableaux suite à percements de murs

1.26.6 – RESERVATIONS

L'entreprise titulaire du présent marché doit les réservations nécessaires à tous les lots et intervenant dans l'exécution du présent projet, y compris toutes réservations à caractère architectural.

Ces réservations, feuillures, engravures, etc. sont à réaliser dans les ouvrages de structure et maçonnerie.

L'entreprise est réputée avoir inclus toutes sujétions pour renfort, chevêtres, linteaux et chaînages divers pour la réalisation de toutes ces réservations.

Pendant la période de préparation, elle se chargera d'obtenir de tous les intervenants les réservations qui leur sont nécessaires.

Ces réservations sont reportées sur les plans de coffrage et d'exécution des différents ouvrages de structure. Ces plans feront l'objet d'une approbation des entreprises des autres lots.

Les réservations restant visibles devront être parfaitement soignées y compris les arêtes.

Localisation :

Ensemble des réservations nécessaires à tous les lots et à caractère architectural

Si réservation > 30 x 30 rebouchage au lot GO

Si réservation < 30 x 30 rebouchage à chaque lot concerné

1.26.7 – CALFEUTREMENTS ET BOUCHEMENTS

L'entreprise devra la réalisation des travaux suivants :

Toutes les réservations à la demande des différents concessionnaires et entreprises des autres lots sont à la charge titulaire du présent marché, aussi bien dans les parois horizontales que verticales. Sont dus entre autre, au coulage des planchers les incidences résultant des conduits en tubes P.V.C. ou tubes métalliques destinés à l'alimentation électrique, eau, etc..

L'entreprise doit tous les rebouchements et calfeutrements (dans ces ouvrages), elle les réalise conformément aux prescriptions réglementaires, sécurité incendie, stabilité, étanchéité et acoustiques. Trémies diverses lots technique (y compris rebouchements).

Calfeutrements et réservations, feuillures. etc...

Localisation :

Ensemble des calfeutrements et rebouchements nécessaires pour la réalisation du présent projet et à la demande du maître d'ouvrage et de l'architecte

1.26.8 – TRAVAUX DE FIN DE LOT

Divers

Tous les travaux qui ne sont pas décrits ci-dessus et qui sont nécessaires à la bonne exécution des ouvrages, tant du point de vue technique que du point de vue esthétique, seront à exécuter sans pouvoir prétendre à un quelconque supplément de prix dû à une omission du présent CCTP et du bordereau qui l'accompagne. Toutes sujétions.

Evacuation

Evacuation des gravats à la décharge publique au fur et à mesure des travaux.

Tri sélectif : bennes Déchets non dangereux-inertes / Déchets non dangereux, non inertes / Déchets dangereux /

Filière spécifique

Aucun tas de gravats ne sera accepté sur le chantier ou son territoire.

Dans le cas contraire le maître d'œuvre fera procéder à l'évacuation de ceux-ci, à la charge du lot concerné

Documents à fournir

Transmettre au bureau de contrôle pour approbation, les documents techniques d'exécution qui comprendront :

Un plan d'ensemble précisant les ouvrages réalisés.

Les détails d'exécution : coupes, détails des points singuliers et raccordement avec les autres ouvrages

Les caractéristiques des produits mis en œuvre et les systèmes de pose.

Transmettre au maître d'œuvre et au bureau de contrôle

Les fiches techniques

Les échantillons

Les différentes teintes

Les DOE